



# **Parti Communiste**

## **Révolutionnaire de France**



### **Après les mobilisations du mois de mai : et maintenant ?**

Le 26 mai 2018 a été un moment important de l'expression du mécontentement populaire face à la politique anti-populaire de Macron, le Président des monopoles, de l'oligarchie financière. La campagne menée par le gouvernement (déclarations d' E. Philippe) et celle des médias bourgeois pour discréditer sa réussite en témoignent.

**Ce qui apparaît, c'est à la fois la faiblesse du gouvernement de l'oligarchie capitaliste et une certaine force de ce pouvoir.**

**La faiblesse**, c'est son **isolement dans l'opinion publique**, isolement qui le conduit à vouloir occuper le terrain à tout prix en multipliant les réformes, sans être capable d'élargir sa base sociale d'appui ; c'est **l'hésitation permanente** entre la mise en avant du fusible E. Philippe, et son gouvernement, et la volonté de Macron d'assurer son pouvoir personnel au service du capital ; c'est **l'approfondissement du mécontentement général**, le fait que Macron et son équipe soient perçus comme les gouvernants des "riches".

**Une certaine force cependant, qu'il serait dangereux de sous-estimer.**

Tout d'abord, **l'ensemble des réformes avancées répond aux besoins des monopoles et de la bourgeoisie**, et tous savent que, pour rattraper le retard pris sur leurs concurrents en matière de remise en cause des acquis de la classe ouvrière, il faut faire vite, les échéances étant à la porte, tandis que plane le risque d'une nouvelle crise économique conjoncturelle, alors que celle de 2008 n'est pas surmontée.

Ensuite **le mécontentement reste passif ou bien ne trouve pas de débouchés politiques** susceptibles de permettre la construction d'un mouvement prolétarien offensif affrontant la bourgeoisie sur ses bases propres. Il faut dire que **les principales forces d'opposition dites "de gauche"** (ce qui en exclut et le PS et Europe Écologie les Verts), au-delà de leurs divergences politiques, par leur acceptation du capitalisme (pas même remis en cause sous la forme de nationalisations revendiquées), et de l'Union Européenne (forme de coopération et de domination bourgeoise interétatique), ne peuvent offrir de perspectives autres que celle du "partage des richesses", c'est-à-dire la recette du pâté de grive, où l'on mélange une grive et un cheval : la grive, c'est la part des travailleurs et des couches populaires, le cheval, c'est la part du capitalisme!

À cela vient s'ajouter le **recul du syndicalisme de classe**, qui se heurte aux luttes mêmes qui sont à l'ordre du jour : la CGT, qui joue un rôle non négligeable dans les luttes, ce qui est nouveau en regard des vingt dernières années, est membre de la CES, qui soutient les directives européennes sur le rail, objet des grèves des travailleurs et travailleuses de la SNCF. D'autre part la direction de la CGT se refuse à lancer un mot d'ordre de grève générale et même de grève interprofessionnelle, sur la base des revendications.

Enfin une certaine force parce que la classe ouvrière, les masses populaires, n'ont **pas de parti capable de les organiser**, de déterminer les mots d'ordre et les orientations préparant la lutte pour les changements révolutionnaires nécessaires pour sortir du capitalisme en crise. Or les problèmes à affronter aujourd'hui ne peuvent pas l'être victorieusement, si la classe ouvrière et les masses populaires ne perçoivent pas que nous ne sommes pas confrontés à de simples choix politiques - le



néolibéralisme -, mais au capitalisme, dont la crise générale exprime le caractère historiquement dépassé. Sans s'attaquer au capitalisme, sans poser la question du rassemblement populaire sur la base d'une politique de rupture avec ce système et d'affrontement avec la bourgeoisie, on condamne les travailleurs et les travailleuses, la jeunesse, les couches moyennes, à de nouvelles désillusions conduisant à renforcer les forces les plus réactionnaires. L'exemple de la Grèce est malheureusement là pour en témoigner. Or ni la France Insoumise, ni le PCF n'ont un programme qui se différencie de celui que présentait SYRIZA en 2015.

**C'est dans cet état du rapport de force que Macron peut pousser l'avantage de la bourgeoisie aujourd'hui, sur tous les plans.**

**Sur le plan international**, il est à la pointe des forces les plus dangereuses pour la paix aux côtés de l'impérialisme américain (Trump, Clinton, Obama peu importe), de l'État d'Israël, des monarchies du Golfe, et il veut renforcer le pouvoir antidémocratique des instances de l'UE.

**Au plan intérieur**, il a engagé une offensive générale contre la classe ouvrière, et contre l'ensemble des couches sociales non monopolistes, même si une partie de celles-ci sont complices car fascinées par le caractère ultra-réactionnaire de cette politique :

- dérégulation des rapports juridiques encadrant les rapports sociaux, qui ont été obtenus depuis 1917 au cours d'une lutte de classe acharnée (sauf les congés payés, mais l'attaque est dans l'air) : Loi « Travail » (El Khomri), mesures politiques pour aggraver la baisse de la valeur de la force de travail
- remise en cause des minima sociaux, des droits des chômeurs, à l'imitation de la Grande-Bretagne, mais aussi casse des services publics y compris locaux, avec le tarissement des recettes communales, du droit au logement
- mesures politiques pour renforcer le taux de survaleur (plus-value) : recul de l'âge de la retraite et transformation du système des caisses en système assuranciel, remise en cause des 35 heures, développement du travail précaire
- remise en cause du droit à la santé : attaques contre la sécurité sociale, contre les hôpitaux publics
- privatisations du secteur public : aéroports, SNCF (la liste s'allonge chaque jour..).
- réformes de l'Enseignement, avec la volonté affichée d'aggraver la sélection sociale à l'université.

**Tout cela, ce n'est pas une politique libérale.** C'est au contraire une politique de **mobilisation de l'appareil d'État au service exclusif des monopoles**, du capital financier, y compris quand cela prend la forme de la suppression de l'ISF, de baisses d'impôts : l'objectif, c'est de mettre à disposition du capital monopoliste des masses de capitaux supplémentaires drainées auprès de la bourgeoisie non-monopoliste, voire de la petite bourgeoisie, des retraités (pour ceux qui le peuvent). C'est le Capitalisme Monopoliste d'État, sous une autre forme que le keynésianisme de l'époque des soi-disant Trente Glorieuses, dont les réformistes cultivent la nostalgie.

Cependant, on ne peut s'arrêter à cet aspect de la politique de Macron sans le risque d'y voir une simple aggravation des politiques antérieures, même s'il est incontestable qu'elles s'inscrivaient dans la même logique capitaliste. **Nous sommes confrontés à une tentative de mise en place d'une étape nouvelle de la politique monopoliste**, pas seulement parce que l'intensité de l'offensive est plus forte, mais parce qu'elle s'inscrit dans une recomposition globale du cadre politique et social antérieur.

Pour les monopoles, il s'agit de **balayer tout obstacle à leur volonté de faire baisser le prix de la force de travail**, de rafler le maximum de la plus-value (survaleur) produite par la classe ouvrière à l'échelle sociale, de faire face à l'aiguïssement de la concurrence internationale, à la bataille pour le partage du monde et des marchés ; et ce, dans un contexte d'approfondissement de la crise du capitalisme.

De ce point de vue, **la situation rappelle le fascisme dans l'entre-deux-guerres**. Il s'agit d'en finir



avec les formes démocratiques bourgeoises. Ce qui est différent, c'est l'absence de la terreur ouverte contre la classe ouvrière et les forces démocratiques, de la volonté d'éradiquer toute forme d'organisation et de résistance de la classe ouvrière en vue d'une guerre immédiate et pour empêcher la révolution. Du moins pour l'instant.

Mais c'est bien la **même volonté d'en finir avec le rôle du Parlement, de concentrer le pouvoir dans les mains d'un chef, de neutraliser le suffrage universel, de renforcer le caractère policier de l'État, et de casser le mouvement ouvrier.**

C'est bien le sens des **mesures sécuritaires prises depuis un an** (et préparées par la social-démocratie sous Hollande), y compris **l'inclusion des mesures d'état d'urgence dans la loi commune, de la loi sur l'immigration, et de la réforme constitutionnelle annoncée.**

Avec cette dernière, la représentation parlementaire serait réduite en nombre, coupée complètement de ses électeurs, sans autre pouvoir que de voter ou non les lois décidées par l'exécutif. Pour amoindrir encore la portée du suffrage universel et le rôle des partis politiques, le projet prétend décider à la place des électeurs et des partis qui doit être candidat(e) : après l'obligation de la parité, c'est maintenant la limitation des mandats dans le temps, l'interdiction du cumul entre des fonctions électives différentes (alors que le problème réel, c'est le cumul des indemnités). Le caractère personnel du pouvoir exécutif permettra aux monopoles capitalistes de faire avaliser les mesures dont ils ont besoin sans obstacle, par un personnel politique composé de technocrates et de "spécialistes" (les représentants de la fameuse société civile).

**Il y a donc bien un lien entre l'offensive contre les droits des travailleurs, les prises de décisions en faveur de l'oligarchie financière, la politique extérieure belliciste, la politique européenne (où le suffrage universel est purement décoratif), les lois liberticides et la réforme constitutionnelle.** L'exécutif sera organisé comme le conseil d'administration d'une entreprise monopoliste, au profit de tous les monopoles à base française. La suppression de la Haute-Cour de Justice, pourtant jamais réunie depuis 1958, est significative de cette réforme : l'exécutif n'est responsable devant personne, n'a pas de compte à rendre et doit avoir les mains libres (*"Notre pays a besoin d'un exécutif audacieux et non d'une génération de prudents ou d'empêchés qui, dans l'exercice de leurs fonctions, seraient freinés sans cesse par la perspective de procédures pénales"* E. Macron 10/01/2018). Le panégyrique prononcé par le Premier ministre lors de l'hommage scandaleux rendu à Serge Dassault est tout un symbole : ce fut un hommage à celui dont le nom est attaché à la corruption électorale à Corbeil-Essonnes, à la répression anti-syndicale, au commerce des armes avec tous les régimes réactionnaires dont les sponsors des assassins du Bataclan, aux agressions contre les peuples.

**Force est de constater, malheureusement, que le mouvement syndical ne prend pas en compte le caractère global de l'offensive lancée contre la classe ouvrière dans tous ses aspects.**

On ne peut espérer gagner sur la SNCF, sur les retraites, sur la santé, l'enseignement, le pouvoir d'achat, le logement... sur la base de luttes purement défensives et sectorielles (ce qui ne veut pas dire qu'elles doivent être négligées, au contraire elles doivent être la base de la construction du mouvement populaire nécessaire). Pour gagner, il faut porter les luttes au niveau de la riposte générale à l'offensive engagée. Cela signifie qu'il y a besoin d'organiser la convergence dans les luttes interprofessionnelles et avec l'ensemble du mouvement revendicatif, mais aussi en prenant en charge la lutte contre les aspects purement politiques de cette offensive. Mais pour être crédible, pour que les travailleurs et les masses populaires s'y retrouvent, il est nécessaire d'être clair :

1. Ceux qui ont appelé à voter Macron au second tour contre le danger du Front National, n'ont pas voulu comprendre "qu'un train peut en cacher un autre" ;
2. Le mouvement populaire ne se reconstruira pas avec le PS et Europe-Écologie les Verts, deux



partis bourgeois qui s'inscriront dans la recomposition politique et dans les mesures antisociales, si elles sont adoptées ;

3. L'unité de la classe ouvrière, des travailleurs, nécessite la rupture avec la direction de la CFDT et des syndicats jaunes. Leur attitude à la SNCF, leur refus de faire converger les luttes, et leur salut aux consultations bidon proposées par le gouvernement sur la question des retraites témoignent du fait qu'ils sont dans l'autre camp ; et de la même façon, il faut rompre avec les pseudo-structures syndicales internationales, CSI et CES, qui soutiennent sur le fond, si ce n'est dans la forme, les politiques pro-monopolistes ; le mouvement syndical doit rejoindre la Fédération Syndicale Mondiale ;
4. Le caractère de classe de la politique de Macron doit être mis en avant : il est le Président des monopoles et de l'oligarchie financière. Par conséquent, la lutte contre sa politique doit être la lutte contre la bourgeoisie monopoliste, contre le capitalisme.
5. Il ne s'agit donc pas d'une lutte pour un « autre partage des richesses ». C'est une lutte pour que le peuple travailleur s'approprie les moyens de production et d'échange et répartisse les richesses créées pour la satisfaction des besoins sociaux. Il est évident que dans cette lutte, la satisfaction des besoins immédiats entraînera de nouveaux partages dans le cadre du capitalisme, mais comme un moment de l'affrontement de classe pour en finir avec le capitalisme comme système et la domination de la bourgeoisie qu'il génère. Tout autre attitude conduit à vouloir amender le capitalisme, le rendre meilleur, mais dans les faits à le gérer et en conséquence à faire, si ce n'est la même politique, une politique qui s'attaque aux travailleurs, qui débouche sur la guerre pour défendre les intérêts de l'impérialisme français et de l'Union Européenne. On a vu ce que cela donnait avec l'Union de la gauche et la Gauche plurielle, comme avec Hollande.

**C'est là d'ailleurs que se pose la question de la reconstruction d'un parti de la classe ouvrière, et la nécessité de renforcer le PCRF pour y parvenir.**

Ce parti doit avoir comme objectif la révolution socialiste, même si aujourd'hui la situation n'est pas révolutionnaire, il doit organiser les travailleurs, en premier lieu dans les entreprises, exprimer leurs intérêts fondamentaux, élaborer et mettre en œuvre la politique correcte pour atteindre l'objectif, **rassembler la classe ouvrière et les masses populaires en vue de la révolution.**

Et il doit sans relâche **combattre l'idéologie réformiste sous ses différentes variantes**, dont la fonction politique est de masquer la question de fond : l'alternative au capitalisme en crise et au pouvoir de la bourgeoisie, ce n'est pas un prétendu éco-socialisme, ou une planification écologique, qui voit dans l'écologie le moyen de masquer l'exploitation capitaliste des individus par l'exploitation de la nature (dans les pays capitalistes développés) ; ce n'est pas la lutte contre le néolibéralisme pour revenir aux politiques keynésiennes, tout autant au service de l'exploitation des individus par des individus ; ce n'est pas la dénonciation de la financiarisation du capital pour valoriser le "capital productif", alors que dans la réalité, c'est toujours le capital qui cherche à s'approprier le maximum de la valeur créée.

**L'alternative**, c'est le renversement et la destruction de l'État bourgeois, pour son remplacement par un État de la classe ouvrière, éliminant le parasitisme et la bureaucratie, établissant la démocratie la plus large pour les masses populaires, c'est-à-dire leur intervention permanente dans la vie politique, qui assure la socialisation de la propriété des moyens de production et d'échange, une planification centralisée du développement économique et social préservant l'environnement et assurant la satisfaction des besoins fondamentaux, et une politique de paix.

**L'alternative, c'est le socialisme comme première étape de la société communiste.**

*Juin 2018*

